



57 rue de la Charité  
69002 LYON

☎ 04.72.41.65.30

☎ 04.72.41.65.31

🌐 <http://www.lyceejulietterecamier.fr/>

UNIVERSITÉ  
LUMIÈRE  
LYON 2

## **Convention de partenariat : filière économique et commerciale** **académie de Lyon**

Entre,

L'académie de Lyon

Représentée par Madame Françoise MOULIN CIVIL, rectrice de l'académie de Lyon, Chancelière des universités, ayant ses bureaux au 92, rue de Marseille, à Lyon 7<sup>ème</sup>,

Et,

Le lycée Juliette RECAMIER

Sis 57 rue de la Charité, LYON 2<sup>ème</sup>

Représenté par le proviseur Bernard ROSIER

Et,

L'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPCSCP)

Sis 86 rue Pasteur, LYON 7<sup>ème</sup>

Représenté par Nathalie DOMPNIER, Présidente de l'Université LUMIERE - LYON 2

- Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.132-2, L.612-3, L.613-5, L.614-1, D.123-13, D.612-1 à D.612-29 et D.613-38 à D.613-50 ;
- Vu la loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche, notamment son article 120 ;
- Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2011 modifié relatif à la licence ;
- Vu la circulaire n°2013-0012 du 18 juin 2013 relative au renforcement du continuum de formation de l'enseignement scolaire à l'enseignement supérieur ;
- Vu la convention cadre entre les Universités et les lycées publics à classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) de l'Académie de Lyon du 20 juin 2014 ;
- Vu la délibération n°..... du CA du / /2016 de l'EPCSCP
- Vu la délibération n° 06 du CA du 30/06/2016 du Lycée Juliette RECAMIER

## **PREAMBULE**

L'objectif d'un renforcement du continuum de formation de l'enseignement scolaire à l'enseignement supérieur a été formalisé dans la loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Dans son article 33, cette loi pose une double obligation :

- l'obligation pour chaque lycée public disposant d'au moins une formation d'enseignement supérieur de conclure une convention avec un ou plusieurs EPCSCP de son choix dans son académie afin de prévoir des rapprochements dans les domaines pédagogique et de la recherche et de faciliter les parcours de formation des étudiants ;
- l'obligation pour les élèves inscrits dans une classe préparatoire aux grandes écoles d'un lycée public de s'inscrire dans une formation proposée par l'un des EPCSCP ayant conclu une convention avec ce lycée.

La mise en œuvre académique de cette obligation est formalisée par la présente convention de partenariat, applicable à l'ensemble de la filière économique et commerciale.

**Ceci étant exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

### **Article 1 : OBJET**

La présente convention porte sur la mise en œuvre de la coopération entre l'EPCSCP et le lycée public comportant des classes préparatoires aux grandes écoles de la filière économique et commerciale, et précise les règles de correspondance de niveau entre les enseignements dispensés en CPGE et les enseignements dispensés à l'université. Elle vise à renforcer la sécurisation des parcours des étudiants.

Les partenaires s'engagent à poursuivre deux objectifs :

- Le rapprochement du lycée public et de l'EPCSCP afin de faciliter les parcours de formation des étudiants.
- L'amélioration de l'orientation des lycéens par la connaissance mutuelle des parcours et des enseignements, tant pour les étudiants et leur famille que pour les professeurs.

Ce rapprochement peut également porter sur tous les domaines d'activité ou d'enseignement concernés de chaque partenaire (pédagogie, vie étudiante, centre de documentation, locaux, plateforme technologique ...). Toute action propre à ce partenariat fera l'objet d'annexes spécifiques à la présente convention.

### **Article 2 : FORMATIONS CONCERNEES PAR LE PARTENARIAT**

La présente convention concerne les CPGE ENS CACHAN D1 et D2 du Lycée Juliette RECAMIER.

### **Article 3 : COMMUNICATION/PUBLICITE DE LA CONVENTION**

La publicité de la présente convention est assurée :

- Sur le site admission post-bac ;
- Sur le site internet et l'espace numérique de travail du lycée ;
- A l'occasion des forums, des journées portes ouvertes ou de toute manifestation ou événement permettant une diffusion utile de cette information ;
- Par les services d'orientation : centre d'information et d'orientation (CIO) – service commun universitaire d'information et d'orientation (SCUIO).

### **Article 4 : ACTIONS ET CONTENUS DU PARTENARIAT**

L'inscription auprès de l'EPCSCP ouvre droit à l'ensemble des services offerts aux étudiants et notamment :

- L'obtention d'une carte d'étudiant et l'accès aux services du CROUS ;
- L'accès aux bibliothèques ;
- L'accès aux ressources numériques ;
- L'accès aux services du sport universitaire ;
- L'accès aux services médico-sociaux ;
- L'accès aux services d'orientation ;
- L'accès aux associations d'étudiants, leur permettant de bénéficier de soutiens financiers dans le cadre du Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Etudiantes (FSDIE) ;

Et, lorsqu'elles seront disponibles ;

- L'accès à l'échelle du site de Lyon/Saint-Etienne à des formations en langues ;
- L'accès à la plate-forme d'innovation pédagogique « Université numérique ».

Pour les personnels enseignants, la convention permet une mutualisation des ressources pédagogiques : accès aux centres de documentation, accès aux ressources numériques et aux laboratoires de recherche.

#### **4-1 : Répartition des enseignements entre classe préparatoire et EPCSCP**

Les CPGE ENS Cachan D1 et D2 ont un fonctionnement par lequel les étudiants inscrits dans ces classes suivent obligatoirement des enseignements dispensés en classe préparatoire et des enseignements universitaires ; ils doivent se soumettre chaque année, pour l'obtention de leurs crédits ECTS et pour le passage en 2<sup>ème</sup> année de classe préparatoire, aux examens universitaires conformément à l'annexe 1 et 2 de la présente convention de partenariat.

Les élèves de première (respectivement deuxième) année de classe préparatoire option D1, s'inscrivent obligatoirement en première (respectivement deuxième) année du portail « Droit et Administration » et en deuxième année de la licence de droit ; les élèves de première (respectivement deuxième) année de classe préparatoire option D2 s'inscrivent obligatoirement dans la première année du portail « Economie – Gestion – Droit et en deuxième année de la licence Economie et Gestion. Cette inscription doit se faire selon les modalités administratives (délais, choix des groupes de TD...) définies chaque année par le lycée dans lequel est implanté la CPGE.

Les élèves suivent les cours et TD et se présentent aux examens organisés par l'université selon les tableaux en annexe 1 (CPGE ENS Cachan D1) et en annexe 2 (CPGE ENS Cachan D2).

En cas d'évolution des cursus, les annexes sont susceptibles d'être modifiées par les équipes pédagogiques des deux établissements.

#### **4-2 : Attribution des crédits ECTS et modalités de poursuite d'études – Cas général**

Les étudiants valident 30 crédits ECTS par an par le biais des matières suivies et évaluées en classe préparatoire et 30 crédits ECTS par an par le biais des matières suivies et évaluées par l'EPCSCP. Les notes des matières évaluées au lycée, selon les annexes, sont transmises par le Proviseur à l'université qui les intègre de plein droit pour l'obtention des crédits ECTS correspondants.

Tout étudiant ayant obtenu une moyenne de 10 sur 20 à l'ensemble de ces évaluations se verra reconnaître par l'EPCSCP 60 crédits ECTS et pourra être admis à poursuivre en 2<sup>ème</sup> ou 3<sup>ème</sup> année de licence dans la filière correspondant à son inscription universitaire ou dans toute filière universitaire juridique et/ou économique selon la catégorie de CPGE (après éventuellement un examen du dossier universitaire de l'étudiant si la demande d'admission est déposée dans un autre EPCSCP).

#### **4-3 : Attribution des crédits ECTS et modalités d'inscription et de poursuite d'études – Situations particulières**

En cas de démission d'un étudiant de CPGE à l'issue du 1<sup>er</sup> semestre, et sous réserve de l'obtention de 30 crédits ECTS, les étudiants de 1<sup>ère</sup> année de CPGE peuvent rejoindre le 2<sup>ème</sup> semestre du portail de L1 dans la filière de leur inscription universitaire. Le changement de régime est soumis à l'information et à l'accord préalable du lycée. Les admissions dans une autre filière sont soumises à l'accord de l'université d'accueil.

La situation des étudiants, non admis en deuxième année de CPGE mais qui ont obtenu 60 crédits ECTS, poursuivent de droit leur 2<sup>ème</sup> année de licence dans la filière de leur inscription universitaire. Les admissions dans une autre filière sont soumises à l'accord de l'université d'accueil.

En cas de démission d'un étudiant de CPGE à l'issue du 3<sup>ème</sup> semestre, et sous réserve de l'obtention de 90 crédits ECTS, les étudiants de 2<sup>ème</sup> année de CPGE peuvent rejoindre le 2<sup>ème</sup> semestre de L2 dans la filière de leur inscription universitaire. Le changement de régime est soumis à l'information et à l'accord préalable du lycée. Les admissions dans une autre filière sont soumises à l'accord de l'université d'accueil.

La situation des étudiants doublant leur seconde année de CPGE qui demandent, à l'issue de celle-ci, une admission en M1 sera traitée en commission mixte pédagogique.

Les candidatures des étudiants n'ayant pas suivi la 1<sup>ère</sup> année de CPGE au lycée sont soumises à l'appréciation de la Commission mixte pédagogique.

### **Article 5 : COMMISSION MIXTE PEDAGOGIQUE**

Dans chaque université est constituée une commission mixte pédagogique chargée d'examiner les dossiers des étudiants de CPGE candidats à l'entrée ou à la poursuite de leur cursus à l'université, et de valider les équivalences afférentes.

La commission mixte pédagogique est présidée par un enseignant-chercheur désigné par le Président de l'université. Elle comprend pour chaque cursus :

- le proviseur du lycée d'origine, ou son représentant ;
- le professeur coordonnateur de la CPGE concernée ;
- un représentant de la composante de l'université assurant le cursus licence envisagé ;
- le responsable pédagogique du cursus de licence envisagé.

### **Article 6 : INSCRIPTIONS**

#### **6-1 Obligation de double inscription**

Les étudiants inscrits dans une classe préparatoire aux grandes écoles d'un lycée public sont également inscrits dans une formation proposée par l'un des EPCSCP ayant conclu une convention avec ce lycée, selon des modalités précisées par décret. Cette inscription emporte paiement des droits d'inscription prévus à l'article L.719-4 du code de l'éducation.

Les étudiants, inscrits en classe préparatoire aux grandes écoles, qui n'ont pas acquitté les droits d'inscription en EPCSCP, perdront le bénéfice de toutes les dispositions contenues dans la présente convention. En particulier, ils se verront refuser l'accès aux enseignements dispensés dans l'EPCSCP partie à cette convention et seront radiés des listes de la classe préparatoire, pour non suivi d'une partie des enseignements obligatoires.

#### **6-2 Délais d'inscription**

L'inscription au lycée d'un étudiant de CPGE doit être réalisée au plus tard le 30 septembre de l'année en cours. A défaut, le lycée prononce la radiation des listes de l'étudiant au 31 octobre de l'année en cours. Le lycée transmet à l'EPCSCP la liste des étudiants inscrits au plus tard le 1er novembre de chaque année.

L'inscription dans l'EPCSCP d'un étudiant de CPGE doit être réalisée conformément aux dispositions de l'article D.612-29 du code de l'éducation qui précise que « le chef d'établissement du lycée public s'assure de l'inscription de ses étudiants dans un EPCSCP au 15 janvier de l'année en cours ».

#### **6-3 : Modalités d'inscription**

Les étudiants de CPGE s'acquittent des droits d'inscription en EPCSCP conformément aux dispositions de l'arrêté en vigueur. Les boursiers sont exonérés des droits d'inscription, exception faite des droits de médecine préventive.

Les étudiants s'inscriront en EPCSCP conformément aux modalités d'inscription arrêtées par le lycée d'accueil de la CPGE en accord avec l'université d'accueil.



**Article 7 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

L'EPCSCP s'engage à contribuer aux frais engagés par le lycée public dans le cadre de ce partenariat à hauteur de 30 € par étudiant de CPGE inscrit en université, exception faite des étudiants boursiers.

Ce montant tient compte :

- Des frais de gestion assumés par le lycée dans le cadre de la scolarité des étudiants de CPGE ;
- Des actions partenariales permettant le rapprochement du lycée et de l'EPCSCP.

Cette contribution sera mise en œuvre après le 15 janvier de l'année universitaire considérée, afin de tenir compte des inscriptions réalisées, et prendra appui sur une convention de mandat à établir entre le lycée et l'EPCSCP.

**Article 8: SUIVI DE LA CONVENTION ET DU PARTENARIAT****8-1 : Suivi administratif**

Sont chargés de la mise en œuvre et du suivi de la convention :

- Référent CPGE pour l'EPCSCP : **Stéphanie BARBE**, référente CPGE pour le compte l'Université Lyon 2
- Référent universités pour le lycée public : **Magali DEGRE**, enseignante référente CPGE D1 et Ivan ARPIN, enseignant référent CPGE D2.

**8-2 : Bilan d'application**

Le suivi de la présente convention d'application sera assuré dans le cadre du comité de suivi décrit à l'article 7 de la convention-cadre de partenariat du 20 juin 2014, qui expose :

« Un comité de suivi, composé des proviseurs des lycées supports de CPGE, des vice-présidents de la commission de la formation et de la vie universitaire de chaque université et du chef du service académique d'information et d'orientation, se réunit chaque année afin d'établir un bilan de la mise en œuvre de cette convention cadre. Ce bilan sera présenté à la commission de coordination académique des formations post baccalauréat présidée par Madame la rectrice ».

**Article 9 : DUREE DE LA CONVENTION**

La convention s'applique à tous les étudiants de CPGE de 1<sup>ère</sup> et de 2<sup>ème</sup> année à compter de la rentrée 2016, et jusqu'à la fin du contrat quinquennal 2016-2020.

**Article 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention de partenariat pourra être modifiée par les Parties par voie d'avenants, dans le respect de la convention cadre de partenariat du 20 juin 2014.

Fait à LYON, en 3 exemplaires originaux, le .....

Le président de l'EPCSCP	Le proviseur du lycée 	La rectrice d'académie, Chancelière des Universités
--------------------------	--	--

# ANNEXE 1 : CPGE ENS CACHAN D1, économie, droit et gestion

## Organisation des enseignements a/c du 01/09/2016

	lycée Juliette Récamier	UFR Droit Science Politique
<b>1<sup>ère</sup> année, semestre 1</b>		
Droit constitutionnel : Vème République		CM et TD
Introduction au droit	LJR	
Administration publique	LJR	
Droit civil, les personnes		CM et TD
Management	LJR	
Histoire et vie politique française		CM
Histoire du droit	LJR	
Langues	LJR	
Méthodologie	LJR	
PPP	LJR	
TIC	LJR	
<b>1<sup>ère</sup> année, semestre 2</b>		
Droit constitutionnel : théorie générale de l'Etat		CM et TD
Droit commercial		CM et TD
Relations internationales et européennes	LJR	
Introduction à la comptabilité	LJR	
Institutions administratives et juridictionnelles		CM
Economie politique	LJR	
Entrepreneuriat	LJR	
Langues	LJR	
Méthodologie	LJR	
TIC	LJR	

	lycée Juliette Récamier	UFR Droit Science Politique
<b>2<sup>ème</sup> année, semestre 3</b>		
Droit constitutionnel : la Vème République		(1 <sup>ère</sup> année)
Droit civil : la famille	LJR	
Droit administratif 1		CM et TD
Droit civil : les obligations 1 (le contrat)		CM et TD
Droit pénal général		CM
Langues	LJR	
PPP	LJR	
TIC	LJR	
<b>2<sup>ème</sup> année, semestre 4</b>		
Droit administratif 2		CM + TD
Droit commercial		(1 <sup>ère</sup> année)
Droit de l'UE : le système juridique	LJR	
Droit civil : les obligations 2 (la responsabilité extracontractuelle et les quasi-contrats)		CM et TD
Procédure pénale	LJR	
Finances publiques	LJR	
Langues	LJR	
Entrepreneuriat	LJR	

## ANNEXE 2 : CPGE ENS CACHAN D2, économie et gestion

### Organisation des enseignements a/c du 01/09/2016

UFR de sciences économique et de gestion	lycée Juliette Récamier
<b>S e m e s t r e 1</b>	
Introduction à la macroéconomie (CM – TD)	Introduction au droit
Gestion de l'entreprise CM – TD)	Langue vivante
Mathématiques pour l'économie et la gestion CM – TD)	Méthodologie
Technologies de l'information et de la communication période d'intégration (CM – TD)	Projet personnel professionnel (PPP)
<b>S e m e s t r e 2</b>	
Introduction à la microéconomie (CM – TD)	Fondements du droit public
Comptabilité générale (CM – TD)	Langue vivante
Statistiques descriptives (CM – TD)	Méthodologie
Technologies de l'information et de la communication (CM – TD)	Entrepreneuriat

<b>S e m e s t r e 3</b>	
Macroéconomie monétaire (CM – TD)	Comptabilité analytique
Mathématiques pour l'économie et la gestion 2 (CM – TD)	Management des systèmes d'information
Comptabilité nationale (CM – TD)	Langue vivante
Histoire économique (CM)	Projet personnel professionnel (PPP)
Technologies de l'information et de la communication (CM – TD)	
<b>S e m e s t r e 4</b>	
Marchés et concurrence (CM – TD)	Diagnostic financier
Statistiques et probabilités (CM – TD)	Economie européenne
Macroéconomie ouverte (CM – TD)	Economie et management des organisations
	Langue vivante
	Entrepreneuriat